

travailler immédiatement? On se serait mis à la disposition du gouvernement.

Il n'aurait pas été question d'ordre du jour, il n'aurait pas été question de temps. On aurait mobilisé toute notre énergie et tous les efforts nécessaires pour pouvoir travailler de façon urgente à analyser cette législation.

Il se trouve que les libéraux, à l'instar des conservateurs, ont leurs amis. Ayant leurs amis, ils se doivent de les entretenir. Quand on est un parti national comme le Parti libéral et qu'on va chercher du financement comme les libéraux le font, on comprend qu'à ce moment ces gens-là soient liés par la caisse électorale qui leur permet de faire de la politique.

Évidemment, nous au Québec, on s'est affranchis d'une pareille situation. C'est l'héritage de M. Lévesque, ce grand homme politique dont Félix Leclerc disait «qu'il appartient à la trop courte liste de libérateurs de peuples». Le principal héritage de M. Lévesque est d'avoir doté l'Assemblée nationale d'une telle loi, une des premières du mandat du gouvernement québécois. Quel heureux temps! Quel heureux temps que ces premières années de mandat du gouvernement du Parti québécois. Ce temps va revenir cependant.

• (1030)

Vous connaissez la conjoncture politique, il ne m'appartient pas d'en discuter trop longuement, mais il reste que l'optimisme de la Chambre est permis de ce côté-ci. On se retrouve dans une telle situation parce qu'on est privé d'une loi musclée concernant les lobbyistes.

Donc, on mars 1992, le gouvernement lance un appel d'offres—des soumissions, dans le langage gouvernemental—concernant la privatisation des aérogares 1 et 2 de l'aéroport Pearson.

Déjà, les personnes quelque peu intéressées par le dossier s'interrogeaient. Pourquoi privatiser l'aéroport Pearson en tant qu'équipement collectif? Y a-t-il quelque chose de plus collectif, de plus public qu'un aéroport? Pourquoi privatiser l'aéroport Pearson alors, puisqu'il est le principal aéroport du Canada et, deuxièmement, qu'il est un aéroport rentable? C'est un aéroport qui, dans son exercice comptable, faisait des profits; un aéroport qui n'enregistrait pas des pertes. Déjà, on se pose la question: Pourquoi privatiser un élément du patrimoine canadien important pour l'économie ontarienne, comme on le sait, alors qu'on est dans une situation où il y a des profits?

Vous allez me dire que c'est la logique un peu bê-bête d'un gouvernement conservateur directement aligné, de façon quasi incestueuse, avec le marché privé. Voilà quelles étaient les motivations idéologiques.

Alors, on se retrouve, en juin 1992, avec deux soumissions. Situation bizarre que cette soumission publique concernant un enjeu collectif considérable; deux soumissions publiques, deux soumissionnaires qui étaient déjà liés à la gestion de l'aéroport. Et, faut-il le rappeler, le processus d'appel d'offres, le processus de présentation de soumissions a duré 90 jours. Voilà une première irrégularité. N'importe quel député qui connaît un peu le droit administratif sait que, par exemple, même pour une chose beaucoup moins liante, la Commission des normes du travail, pour n'importe quel dépôt de grief dans une convention collective,

accorde 90 jours. Voilà un délai minimal dans l'avis de contestation juridique.

On a appliqué ce délai à quelque chose d'aussi important qu'un processus de privatisation qui engageait des millions de dollars. Donc, première irrégularité qui n'a pas manqué d'être soulignée par les personnes qui ont suivi le dossier. C'est là le centre de la controverse, et c'est là où on a vraiment l'impression de faire notre travail comme opposition en faisant ressortir ces données.

Qui sont les soumissionnaires? Qui sont-ils? Paxport est un consortium contrôlé par le groupe de Don Matthews. Don Matthews a été l'ex-président de la campagne d'investiture de Brian Mulroney en 1983. Alors, je m'excuse auprès de Joe Clark de rappeler cela, mais Don Matthews a été l'ex-président de la campagne d'investiture de Brian Mulroney. C'est un homme donc qui est directement lié à l'appareil du Parti conservateur. Il est à ce point dans l'appareil du Parti conservateur, qu'il a été le grand maître d'oeuvre de 4 ou 5 campagnes de financement nationales. Et vous savez que quand les conservateurs font des campagnes de financement nationales, on parle généralement de plusieurs zéros et c'est généralement du financement qui provient de l'entreprise privée.

Donc, le premier soumissionnaire est directement lié à cette grande famille conservatrice, une famille qui est rendue un peu nucléaire, on en convient, mais qui a déjà quand même été un peu plus élargie.

**Une voix:** Quasi monoparentale.

**M. Ménard:** Une famille quasi monoparentale, me dit-on, monsieur le Président.

Le deuxième soumissionnaire est Claridge Properties Inc. Il s'agit d'une société appartenant à Charles Bronfman. Charles Bronfman n'est pas nécessairement le citoyen le plus indigent de ce pays; Charles Bronfman n'est pas nécessairement le citoyen le plus près du Club Optimiste ou de l'Armée du Salut. C'est un citoyen, cependant, qui est assez près du premier ministre libéral. On a vu, au moment de la campagne, les liens ténus qui passent généralement par des cocktails et qui faisaient en sorte que Charles Bronfman avait ses entrées, et il a toujours ses entrées, dans cette famille libérale.

• (1035)

Alors les deux soumissionnaires vont se fusionner, bleu ou rouge c'est pareil. Bleu et rouge donnent du noir, on le sait. Et nos deux soumissionnaires vont fusionner pour former la compagnie T1 T2 Ltd Partnership qui sera la nouvelle compagnie chargée de la privatisation des aérogares 1 et 2. Ça sent le scandale, ça sent l'indignation, ça sent le favoritisme, ça sent le népotisme. Et voilà pourquoi l'opposition officielle pense qu'il faut faire la lumière dans ce dossier. Et pour faire la lumière rapidement comme le souhaite le gouvernement—gouvernement qui n'a toujours pas rendu public le texte juridique de cette privatisation—, on dit qu'il faut une commission d'enquête parce que c'est une tache, c'est un accroc à la démocratie.

Ce dossier nous rappelle que l'appareil fédéral sera en proie à ce genre de situation tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas, comme le réclame l'opposition officielle, comme le réclame les gens du Parti réformiste, une loi musclée au sujet des lobbyistes.